

s.C.41.Gr.152.0. - RL/hz

Berne, le 20 juillet 1970.

GE

an	21					n/a
Datum	21.7					
Visa						
EPD	21.7.70					-9
Ref.	s.C.41.Gr.152.0. <i>vis</i>					

Note pour le Service politique OUEST

Prêt de Fr. 50'000.00 de l'UBS
à la Banque de Grèce

Ainsi que cela a été décidé, la Banque nationale a été informée par une lettre du Département des finances, du 3 juillet, que nous ne mettions pas d'obstacle à l'opération prévue mais qu'en cette circonstance nous souhaitons en revanche nous entremettre en vue de la libération de deux prisonniers politiques grecs auxquels un intérêt particulier est porté en Suisse.

L'UBS a réagi favorablement à nos intentions et elle l'a fait savoir à la Banque nationale, ainsi que celle-ci nous en a informés par sa lettre du 13 juillet ci-jointe en photocopie.

Il convient maintenant de déterminer la marche à suivre.

L'UBS, avec laquelle nous avons pris téléphoniquement contact, est d'avis qu'elle ne pourrait guère agir elle-même en qualité de porte-parole de nos intentions et elle a donné l'impression qu'elle ne le souhaitait pas. Elle entendrait plutôt se limiter à faire savoir à ses interlocuteurs que les autorités fédérales ne s'opposent pas à l'octroi du prêt mais qu'à l'occasion de cette opération elles envisagent de faire valoir certains désirs de nature politique.

La Banque de Grèce n'est jusqu'ici pas revenue à la charge et l'UBS n'envisagerait pas de la renseigner spontanément sur l'état actuel de l'affaire. Elle préférerait attendre que ses partenaires se manifestent à nouveau. Dans l'éventualité où elle serait questionnée, avant de connaître nos intentions, elle répondrait dans le sens indiqué ci-dessus (c'est-à-dire de façon affirmative mais en ajoutant que les autorités fédérales entendent faire valoir certaines considérations politiques mais sans préciser de quoi il s'agit).

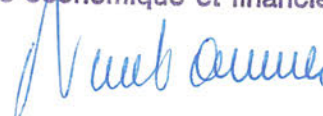


- 2 -

Vous nous obligeriez en nous faisant connaître votre décision et notamment si vous envisagez éventuellement d'agir par l'intermédiaire de l'Ambassade de Grèce à Berne. Nous présumons que dans ce cas c'est votre Service qui ferait le nécessaire.

L'affaire est traitée à l'UBS par M. Guido Hanselmann, Directeur général. En son absence, M. Walter Notz est au courant (tel. 051 29 44 11).

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL
Service économique et financier



Double, avec annexe, est remis à Monsieur l'Ambassadeur Micheli

1 annexe